

Le roi d'Espagne passe à l'offensive

Felipe VI dénonce les indépendantistes. Le chef de la police catalane est convoqué par la justice pour sédition

BARCELONE - envoyée spéciale

L'Espagne est-elle au bord de l'implosion ? Dans un discours très ferme, le roi Felipe VI a dénoncé, mardi 3 octobre, la « *déloyauté inadmissible* » et la « *conduite irresponsable* » du gouvernement catalan qui, « *de manière délibérée* », a « *systématiquement porté atteinte à la législation* » en organisant, dimanche 1^{er} octobre, un référendum visant à déclarer unilatéralement l'indépendance.

A 21 heures, alors que des centaines de milliers de Catalans manifestaient encore dans les rues de Barcelone pour protester contre les violences policières qui ont émaillé la tenue du scrutin déclaré illégal par Madrid, le roi a pris la parole à la télévision pour accuser le gouvernement indépendantiste de Carles Puigdemont de « *mettre en danger la stabilité économique et sociale de la Catalogne et de l'Espagne* ». Felipe VI n'a pas hésité à parler d'une « *situation d'extrême gravité* ».

Le discours n'était pas prévu et n'a été annoncé qu'en fin d'après-midi. Le ton, cinglant, dur, a surpris de la part d'un monarque qui depuis son accession au trône en 2014 a plutôt choisi de maintenir un profil bas afin de protéger la neutralité de la couronne.

Le gouvernement catalan s'est mis en « *marge de la démocratie* » en essayant de « *rompre l'unité de l'Espagne et la souveraineté nationale* », a affirmé le roi. C'est la responsabilité des pouvoirs légitimes de l'Etat de garantir l'ordre constitutionnel et le fonctionnement normal des institutions ».

Felipe VI reprenait ainsi les arguments maintes fois répétés par le gouvernement du premier ministre, Mariano Rajoy, pour justifier l'utilisation de l'article 155 de la Constitution de 1978, jamais encore invoqué, qui autorise l'exécutif à « *prendre les mesures nécessaires* » contre une communauté autonome qui « *porterait atteinte à l'intérêt général de l'Espagne* » – en somme, prendre le contrôle direct de la Catalogne.

« Garantir l'ordre »

Le roi a voulu terminer son discours par un message de « *tranquillité et d'espoir à tous les Espagnols qui vivent avec tristesse cette situation* ». Il a assuré de « *son sou-*

tien » les Catalans « *préoccupés* » par « *les agissements des autorités régionales* » et leur a promis « *la garantie absolue de l'Etat de droit* ». Mais il n'a rien dit des blessés dans les heurts avec la police.

De son côté, le président catalan, Carles Puigdemont, a annoncé dans une interview à la BBC son intention de déclarer unilatéralement l'indépendance « *dans les prochains jours* », d'ici à « *la fin de cette semaine ou au début de la prochaine* ».

Carles Puigdemont a déclaré qu'une réaction d'opposition de la part du gouvernement central constituerait « *une nouvelle faute* » qui s'ajouterait à « *une longue liste d'erreurs* ». « *Après chacune de ces erreurs, nous sommes sortis renforcés* », a estimé le dirigeant séparatiste. « *Pas seulement parce que le temps a passé, mais aussi parce que chaque semaine (... nous obtenons plus de soutien de la société.* »

Le soir du référendum, M. Puigdemont avait déjà annoncé son intention de présenter au Parlement régional les résultats d'un scrutin qu'il affirme avoir gagné avec 90 % des voix (2,02 millions de personnes), mais avec une participation de moins de la moitié des électeurs catalans (42,3 %), afin de lancer le processus de sécession. On attendait également qu'il renouvelle sa demande de médiation internationale dans la crise avec Madrid. Mais c'était avant le

L'Espagne s'achemine vers sa plus grave crise politique et institutionnelle depuis la tentative de coup d'Etat de 1981

discours du roi. M. Puigdemont ne cache pas sa déception face à la timide position européenne dans son entretien à la BBC.

L'Espagne semble donc s'acheminer vers sa plus grave crise politique et institutionnelle depuis la tentative de coup d'Etat menée par un petit groupe d'officiers de l'armée et de la garde civile le

23 février 1981.

Mercredi 4 octobre, l'Audience nationale (un haut tribunal chargé notamment des affaires de corruption et de terrorisme) a cité à comparaître vendredi, pour délit de sédition, le chef des Mossos d'Esquadra, la police catalane, Josep Lluís Trapero, ainsi que les présidents des deux organisations indépendantistes, Omnium et l'Assemblée nationale catalane (ANC), Jordi Cuixart et Jordi Sanchez, qui ont le plus mobilisé la rue en faveur de la sécession.

Madrid estime que le responsable des Mossos a volontairement désobéi au tribunal supérieur de justice catalan qui lui avait donné l'ordre d'empêcher la tenue du référendum et de fermer les bureaux de vote en demandant à ses agents de ne pas intervenir si cela perturbait « *la paix sociale* ». Quant à MM. Cuixart et Sanchez, leurs organisations avaient organisé une consultation sur l'indépendance en novembre 2014, une gigantesque répétition du scrutin de dimanche.

Si les manifestations du 3 octobre sont restées pacifiques, la journée a été marquée par des tensions entre la population et la police nationale. Des milliers de personnes se sont massées devant le siège de la police nationale à Barcelone, via Laietana, pour protester contre les violences de dimanche, aux cris d'« *assassins* », « *la rue appartient toujours au peuple* » et « *police d'occupation* ». Les agents déployés en Catalogne par Madrid avaient reçu l'ordre de ne pas sortir dans la rue. Seuls la police régionale, les Mossos d'Esquadra et les agents de la circulation ont assuré mardi la sécurité dans la capitale catalane.

« Rébellion »

Dans les localités de Calella, Pineda del Mar et Figueres, des centaines de gardes civils ont été forcés de quitter les hôtels où ils étaient hébergés face à l'hostilité des habitants. Des cas de harcèlement qui ont poussé le ministre de l'intérieur, Juan Ignacio Zoido, à accuser le gouvernement catalan « *d'inciter à la rébellion dans la rue* ».

Des déclarations appuyées par le porte-parole parlementaire du Parti populaire au pouvoir, Rafael Hernando, qui a traité les

manifestants de « *nazis* » et a accusé l'aile dure de l'indépendantisme, la Gauche républicaine et les anticapitalistes de la Candidature d'unité populaire, de « *vouloir qu'il y ait des morts en Catalogne* ».

Le premier ministre, Mariano Rajoy, doit s'adresser au Parlement espagnol la semaine du 9 octobre pour expliquer la situation, mais aucune date n'a été encore fixée. M. Rajoy veut auparavant s'assurer du soutien du Parti socialiste sans lequel, a-t-il déjà déclaré, il ne prendrait pas de mesures exceptionnelles en Catalogne.

Pedro Sanchez, le chef de file des socialistes, a bien donné son appui au gouvernement au nom de la « *légalité* » et de « *l'intégrité territoriale* » de l'Espagne, mais il préférerait trouver une solution négociée à la crise. Une issue qui, au soir des manifestations à Barcelone et du discours du roi à Madrid, semblait fort peu probable, voire impossible. ■

ISABELLE PIQUER

VERBATIM

« Nous avons tous été témoins des faits qui se sont produits en Catalogne, [où] les autorités se sont placées totalement en marge du droit et de la démocratie. Elles ont prétendu briser l'unité de l'Espagne et la souveraineté nationale. (...) Elles ont ébranlé les principes démocratiques de tout Etat de droit et ont miné l'harmonie et la coexistence dans la société catalane, parvenant, malheureusement, à la diviser. Aujourd'hui, la société catalane est fracturée et polarisée. (...) Devant cette situation d'une extrême gravité, qui nécessite le ferme engagement de tous avec l'intérêt général, c'est la responsabilité des pouvoirs légitimes de l'Etat d'assurer l'ordre constitutionnel et le fonctionnement normal des institutions, le respect de l'Etat de droit et l'autonomie de la Catalogne. »

Le roi Felipe VI, lors d'une allocution télévisée, mardi 3 octobre

« C'est Madrid qui a fait de moi un indépendantiste »

LA JOURNÉE DU MARDI 3 OCTOBRE en Catalogne avait commencé par une grève générale, convoquée par plusieurs organisations de la mouvance indépendantiste, et soutenue par la Généralité (l'exécutif catalan), pour protester contre les débordements des forces antiémeute le jour du référendum.

Des centaines de milliers de personnes – 700 000 selon la police locale – se sont mobilisées lors de manifestations d'étudiants, enveloppés dans des « esteladas » (« l'étoilée », le drapeau des indépendantistes), des sympathisants nationalistes et de simples citoyens, indignés par la violence dont a fait usage la police nationale contre les participants au référendum dimanche.

Tout près de la basilique de la Sagrada Família, des centaines de personnes se sont réunies devant l'école Ramon-Llull où le jour du scrutin ont eu lieu de violents affrontements entre forces de l'ordre et militants venus défendre les bureaux de vote. Des familles sont venues avec leurs enfants, qui ont accroché des œillets rouges et des messages de paix aux grilles de l'établissement.

« Actes violents »

« C'est le gouvernement de Madrid qui a fait de moi un indépendantiste en refusant de négocier », assure Manel Llamas, venu protester avec ses deux filles de 5 et 2 ans. *Mais je veux aussi que l'on m'explique quelle indé-*

pendance on peut instaurer en Catalogne, car les partis nationalistes ont des idées complètement différentes sur la question, et je n'aime pas celles du PDeCAT [le parti de Carles Puigdemont]. »

« Mon fils Marco m'a demandé ce matin si la police était méchante », raconte Nuria Gusjeu. *Je lui ai expliqué qu'il n'avait rien à craindre, mais qu'il arrivait que des agents, obéissant à un gouvernement répressif, puissent commettre des actes violents.* « Ce qui s'est passé dimanche 1^{er} octobre « a radicalisé beaucoup de gens », affirme-t-elle avec conviction. C'était avant le discours du roi Felipe VI, qui a choqué de nombreux Catalans. ■

I. P.

Dans les Pyrénées-Orientales, envie et craintes

Les violences policières de dimanche en Catalogne ont réveillé une vague de sympathie et de solidarité

REPORTAGE

PERPIGNAN (PYRÉNÉES-ORIENTALES) - envoyée spéciale

Ils n'avaient guère cru à ce référendum d'indépendance de l'autre côté des Pyrénées. Depuis dimanche 1^{er} octobre, ils ont compris. Partis en observateur, en ami ou simplement curieux de ce processus électoral qu'ils n'avaient pas pris au sérieux, de nombreux élus – maires, conseillers départementaux ou petits élus locaux –, les « Catalans du nord » comme ils s'appellent, sont revenus choqués de ce qu'ont vécu leurs voisins. Leur identité catalane était vivace mais cantonnée au folklore. Elle est devenue questionnement sur l'avenir.

Jusqu'alors, de Perpignan à Prades en passant par les villages des montagnes, on vivait son identité régionale assez sagement. On chantait *L'Estaca*, symbole de la lutte contre l'oppression franquiste, lors des matchs de l'USAP, l'équipe de rugby locale. On dansait la sardane et on applaudissait les castells (pyramides humaines) lors des fêtes de villages. Les plus mordus mettaient leurs enfants dans des écoles publiques ou associatives catalanes.

Mais ce « catalanisme de terroir » ne poussait pas plus loin. Les mouvements régionalistes n'ont jamais pesé dans les élections, sinon alliés avec d'autres forces ravies de les afficher comme des trophées. « *L'attachement [à la Catalogne] est culturel, pas politique ni identitaire* », note Jean-Marc Pujol, maire (Les Républicains) de Perpignan.

Ce qui se passait à Barcelone ou Gérone était suivi de loin. Les cousins catalans semblaient presque excessifs. « *Il y avait un écho limité dans les Pyrénées-Orientales des*

soubresauts vécus en Catalogne. Une empathie ressentie, mais guère plus. Ici, les préoccupations portent sur le chômage et l'immigration, pas la langue », remarque David Giband, professeur de géographie à l'université de Perpignan.

Il y avait eu un premier sursaut de fierté régionale en septembre 2016 quand près de 10 000 personnes avaient défilé pour réclamer que la dénomination « *Pays catalan* » soit ajoutée à celle d'Occitanie, lors de la fusion entre le Languedoc-Roussillon et Midi-Pyrénées. « *Tout d'un coup, la "catalanité" devenait plus réelle parce qu'elle était bafouée. Depuis, de nombreux descendants de la Retirada [exode des réfugiés républicains en 1939 à la fin de la guerre civile] reviennent à leurs racines catalanes* », assure Jordi Vera, coordinateur du collectif OUI au Pays catalan.

« Les urnes ne mordent pas »

Le déclin s'est produit le 19 septembre quand le gouvernement espagnol a inculpé plus de 700 élus pour empêcher la tenue du référendum. D'un coup, l'actualité espagnole rentrait dans les foyers par le biais de TV3, la chaîne barcelonaise. Côté français, France Bleu et le quotidien *L'Indépendant* suivaient de près.

« *Aucun parti traditionnel n'a vu venir ce qui est en train de se passer et on n'a pas été à la hauteur* », se désole Nicolas Garcia, vice-président communiste du département. A son initiative, un premier appel d'élus s'est alarmé de la « répression » ordonnée par Madrid, bientôt suivi par les maires du Syndicat pour la promotion de la

langue catalane. Pas de grande manifestation de rue mais un frémissement souterrain. « *Les politiques ont senti une attente chez*

leurs administrés et ont dû bouger. Avant, ils ne pensaient pas que le référendum se ferait », observe Hervé Pi, coordinateur de l'antenne française de l'ANC, puissante association catalane.

Dans les villages, plus impliqués avec leurs jumelages transfrontaliers et la présence des familles de part et d'autre des Pyrénées, les initiatives ont été plus marquées. Comme à Pézilla-la-Rivière, petit bourg de 3 500 habitants, où le conseil municipal a posté sur Twitter une photo qui proclamait que « *les urnes ne mordent pas* ». L'ensemble des élus, toutes tendances politiques confondues, sont partis le jour de référendum observer le scrutin. Au sud, à Elne, des dizaines d'urnes ont été cachées tandis que des bulletins de vote étaient imprimés en cachette « *dans la zone* », raconte un élu, sans plus de précision.

Sur les ondes de Radio Arrels, média associatif, on a aussi senti le basculement de l'auditoire. « *De nombreux citoyens ont compris qu'un mouvement était en marche* », témoigne Albert Noguer, directeur de l'antenne. « *Ce qui s'est passé dimanche a changé le regard des Catalans. Cela a été un début de prise de conscience* », souligne aussi Jean-Paul Alduy, ancien maire centriste de Perpignan. Les images et récits des files d'attente massives malgré les violences policières ont marqué les esprits. Désormais, la Catalogne indépendante apparaît enviable sur ces terres où on jalouse depuis longtemps Montpellier et Toulouse pour leur dynamisme.

Economie mal en point

Le département est un des plus pauvres de France. Moins d'entreprises, une agriculture en berne. Il n'y a guère que le tourisme qui

marque un peu. Les Pyrénées-Orientales perdent leurs jeunes qui passent de l'autre côté de la frontière. Beaucoup se sentent oubliés par Paris et par la région.

« *On a compris qu'il y a, au sud, un pays qui innove économique-*

« Il y a, au sud, un pays qui innove économiquement tandis que la France nous tourne le dos »

JEAN-PAUL BILLES

maire divers droite de Pézilla

ment tandis que la France nous tourne le dos », lâche Jean-Paul Billes, maire divers droite de Pézilla. « *Pour nous, cela peut être une opportunité quand on n'attend plus grand-chose de Paris* », renchérit Chantal Gauby, ancienne enseignante et adjointe au maire. « *Nous nous sommes rendu compte que notre modèle agricole était proche de celui des Catalans, on peut travailler ensemble* », remarque Jean-Marie Rogier, président d'une coopérative au Soler.

Désormais, les Pyrénées-Orientales rêvent d'être un « *pont* », une « *charnière* » vers la Catalogne, tout en restant françaises. Comme un espoir pour sortir du marasme.

L'engouement ne durera pas, veut croire le maire de Perpignan. Peut-être mais il fait vibrer de ce côté-ci des Pyrénées. Tout comme la peur de voir la situation dégénérer dans les jours à venir : « *La réaction de l'Etat espagnol nous a stupéfaits. On n'imaginait pas que la démocratie pouvait être si fragile à nos portes* », souffle Catherine Miffre, chef d'entreprise de

Pézilla. Dans ce petit village comme dans d'autres, élus et citoyens se disent encore prêts à aider leurs frères de cœur : « Ils ont besoin de protection puisque ni la France ni l'Europe ne bougent. » ■

SYLVIA ZAPPI



Les menaces de sécession ravivent le nationalisme espagnol

A Madrid, les drapeaux du royaume fleurissent et certains redoutent une montée de l'anticatalanisme

MADRID - correspondance

Madrid se couvre de drapeaux espagnols, comme les soirs de match de la *Roja*, la sélection espagnole de football. Mais il n'y a pas de match. Pas sur les terrains en tout cas. Cet engouement pour déployer le drapeau rouge et or marqué de l'écusson a commencé il y a environ un mois, quand le Parlement catalan a signé le décret de convocation du référendum sur l'indépendance, défiant ouvertement Madrid qui l'avait interdit. A présent, ils flottent au vent sur presque tous les immeubles qui bordent la M-30, le périphérique madrilène. Dans la ville, il n'y en a pas encore autant que d'*esteladas* (le drapeau indépendantiste) à Barcelone, mais l'écart se resserre, signe d'une crispation grandissante.

Lorsque des effectifs de la police nationale et de la garde civile ont été envoyés en renfort à Barcelone, la semaine du 25 septembre, des centaines de personnes se sont rassemblées devant les casernes et les commissariats de départ, à Grenade, Cadix, Algésiras, Santander, Salamanque, Tolède ou Guadalajara, pour les acclamer aux cris de « *Viva España* » et « *Viva la Guardia civil* ». « *L'Espagne ne se rend pas* » ou encore « *la*

Catalogne c'est l'Espagne », criaient-ils. A Huelva, la foule dense chantait « *A por ellos* » (« On va se les faire »), comme si se jouait un Real Madrid - Barça... Le gouvernement a dû appeler au calme.

Dimanche 1^{er} octobre, des milliers de personnes ont aussi manifesté en faveur de l'unité de l'Espagne dans de nombreuses villes espagnoles. A Madrid, un groupe

« Qu'ils s'en aillent les Catalans, mais que ceux qui ont organisé tout ça soient jugés et condamnés »

JUAN
un Madrilène

de phalangistes est venu chanter le « *Cara al sol* », l'hymne franquiste, main levée. « *Puigdemont en prison* », « *séparatistes terroristes* », entendait-on sur la plaza Mayor. A la Puerta del Sol de Madrid, les manifestants se sont divisés entre les sympathisants de Podemos qui soutiennent « le peuple catalan » et un réfé-

rendum d'autodétermination légal, et ceux qui défendaient l'unité de l'Espagne.

Consternation

Les menaces de sécession de la Catalogne heurtent les Espagnols, échauffent les esprits et ravivent le nationalisme espagnol. Le sujet accapare les conversations, animées, indignées, incroyables. Une même question revient sans cesse : « *Qu'attend Rajoy pour faire mettre Puigdemont (le président catalan) en prison ?* » Puis on essaie de trouver des explications à cette flambée indépendantiste : « *Il n'aurait jamais fallu transférer les compétences en matière d'éducation, les nationalistes ont fait du bourrage de crâne* », explique Carmen, guide touristique, en attendant que sa fille de 6 ans sorte du conservatoire de musique, mardi.

Les éditoriaux de la presse conservatrice utilisent des mots très durs, comme celui du quotidien ABC, qui le 28 septembre parlait de « *listes noires et nazisme en Catalogne* ». Dimanche, le même journal titrait « *Catalogne, toujours l'Espagne* » en une. Certains commentateurs se félicitent du patriotisme espagnol qui ressurgit à la faveur de la crise catalane. D'autres s'inquiètent de la mon-

tée de l'anticatalanisme, un sentiment que les manifestants indépendantistes disent déjà percevoir de longue date. Et que les non-indépendantistes craignent de voir s'amplifier.

A Madrid, les images d'un jeune Catalan, drapeau espagnol sur le dos, qui demande à un groupe d'indépendantistes à Barcelone de « *vivre en paix* » et si eux veulent « *qu'il y ait une guerre ?* », circule en ce moment sur les réseaux sociaux, provoquant tristesse ou colère. Parfois les deux. La tribune publiée dans le quotidien *El País*, mercredi, signée par Isabel Coixet, réalisatrice de cinéma respectée, qui explique qu'elle s'est fait poursuivre dans la rue par des jeunes qui la traitaient de fasciste, parce qu'elle s'est publiquement opposée au référendum illégal du 1^{er} octobre et à l'indépendance, suscite la consternation.

« *Le rejet de l'autre, de l'espagnol, de nous, est tel, que c'est insupportable : qu'ils s'en aillent les Catalans, mais que ceux qui ont organisé tout ça soient jugés et condamnés,* » affirme Juan avec véhémence. Assis à la terrasse du café de Paris, à Madrid, ce sympathisant socialiste qui n'a jamais aimé les drapeaux se dit « *choqué de ce qui arrive à mon pays* ». ■

SANDRINE MOREL